



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Catherine Moureaux, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembempt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, *Conseillers communaux* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint*.

Excusés

Danielle Evraud, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendael, Mohammed EL BOUZIDI, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Abdallah Kanfaoui, Rachid Ben Salah, *Conseillers communaux* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

Séance du 31.08.20

#Objet : Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Ikazban et Mahdaoui, Conseillers communaux PS-SPA, visant à condamner les actes de persécution et les atteintes graves portés par la Chine à l'intégrité physique et morale contre la minorité Ouïghour et autres minorités religieuses, notamment musulmanes.#

Séance publique

Organisation générale

LE CONSEIL,

Considérant que la situation de la minorité Ouïghour, principalement musulmane, en Chine est dramatique,

Considérant que cette population représente l'un des 56 groupes ethniques du pays,

Considérant que les Ouïghours représentent un peu moins de la moitié des 25 millions de personnes vivant au Xinjiang,

Considérant que dans ce contexte, la situation des Kazakhs et autres peuples à prédominance musulmane de cette région autonome du Nord-Ouest de la Chine est tout aussi inquiétante,

Considérant que des organisations de défense des droits de l'homme accusent la Chine d'avoir interné, dans cette région, au moins un million de musulmans dans ce qu'elles appellent des camps de rééducation politique,

Considérant qu'en 2019, des documents révélés par le New York Times ont montré que ces camps faisaient partie d'une campagne bien plus large contre les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres personnes de confession musulmane,

Considérant que Pékin dément ce chiffre et parle de centres de formation professionnelle destinés à aider la population à trouver un emploi et à l'éloigner ainsi de l'extrémisme et du terrorisme,

Considérant que les Ouïghours seraient également soumis à des stérilisations forcées et des prélèvements d'organes,

Considérant qu'en commission des Relations extérieures de la Chambre des Représentants, le 7 juillet dernier, le ministre des Affaires étrangères, M. Philippe Goffin, a indiqué que la Belgique est associée aux pays demandant un accès au Xinjiang à la haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme M. Bachelet, et qu'il continue à suivre la situation,

Considérant que sur le plan bilatéral, le ministre des Affaires étrangères a indiqué, le 14 juillet 2020, ce qui suit: “*La Belgique a également interpellé la Chine sur ses intentions de ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. En outre, notre pays a formulé des questions et des recommandations sur la transparence concernant la peine de mort et l'importance de publier des statistiques ainsi que sur la situation des minorités ethno-religieuses comme les Ouïghours.* ”.

Considérant que si cette résolution salue évidemment les positions prises par notre pays au sein de l'ONU et de l'Union européenne, il importe néanmoins qu'au-delà des constats partagés, il faut agir auprès des autorités chinoises afin de leur rappeler que notre pays ne peut accepter que les droits d'une minorité soient bafoués et, de surcroît, qu'il soit porté atteinte à l'intégrité physique et psychologique des membres de cette minorité,

Considérant que les Ouïghours sont aujourd'hui un peuple en souffrance dont on peut dire – sur la base de nombreux rapports – qu'il est persécuté,

Considérant que c'est parce que cette situation est totalement inacceptable que la présente proposition veut donner le plus large appui, en ce compris d'élus et de responsables locaux, à toute initiative visant à dénoncer ces faits et à la faire cesser,

Considérant que nous pouvons donc rappeler à la Chine qu'elle ne peut pas se comporter de cette façon et qu'elle doit surtout adopter une toute autre attitude, d'abord pour le respect de la dignité humaine, mais aussi parce que nous sommes collectivement dépositaires de la protection internationale des droits de l'homme,

Le Conseil communal de Molenbeek Saint-Jean,

- A. inquiet de la situation particulièrement préoccupante des minorités ethno-religieuses en Chine et, particulièrement, celle des Ouïghours;
- B. vu les réponses du ministre des Affaires étrangères à propos de la situation des Ouïghours en commission des Relations extérieures les 7 et 14 juillet 2020;
- C. vu la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, ratifiée par la Chine le 4 octobre 1988;
- D. considérant la résolution visant à condamner la pratique continue du prélèvement forcé d'organes en République populaire de Chine sur des prisonniers d'opinion, en particulier sur des pratiquants du Falun Gong et des Ouïghours, adoptée par le Sénat le 12 juin 2020 (Doc. n° 7-162/5);
- E. considérant que la Chine a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, mais qu'elle n'a, à ce jour, pas encore ratifié le Protocole facultatif du 18 décembre 2002 se rapportant à cette Convention, dont l'objectif est d'établir un système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants, dans les lieux où des personnes sont privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- F. considérant que la Belgique occupe un siège de membre non permanent pour la période 2019-2020 au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies;
- G. rappelant que les droits de l'homme sont universels et indivisibles;
- H. saluant le fait que la lutte contre les discriminations en général et le respect des droits de l'homme, et notamment la protection des minorités, constituent l'une des priorités de la Belgique sur la scène internationale,

DÉCIDE:

Article 1 :

De condamner les exactions commises par la Chine contre les Ouïghours et autres minorités religieuses en Chine;

Article 2 :

D'enjoindre le Gouvernement fédéral belge à utiliser pleinement, dans tous ses contacts bilatéraux ou multilatéraux, tous les leviers de la diplomatie afin de veiller à ce que les droits de l'homme des minorités ethno-religieuses en Chine et, particulièrement, ceux de la minorité ouïghoure, soient respectés et que toute atteinte à

leurs droits soit condamnée;

Article 3 :

Demande au Gouvernement fédéral de condamner le plus fermement possible toutes les atteintes potentielles aux droits des minorités ethnoreligieuses en Chine et, particulièrement, celles visant les Ouïghours;

Article 4 :

Demande au Gouvernement fédéral de poursuivre ses efforts visant à amener la Chine à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale;

Article 5 :

Demande au Gouvernement fédéral de poursuivre son soutien à une position forte et unifiée de l'Union européenne par rapport à la situation des droits de l'homme en Chine, y compris le droit des minorités ethnoreligieuses, l'abolition de la peine de mort et la fin du prélèvement forcé d'organes;

Article 6 :

Demande au Gouvernement fédéral de continuer à jouer un rôle de premier plan s'agissant des initiatives prises par les États qui demandent à la Chine d'accorder un accès significatif au Xinjiang à la haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;

Article 7 :

Demande au Gouvernement fédéral au sein de l'Union européenne, de plaider pour la prise de mesures fortes vis-à-vis des autorités chinoises – en ce compris la possibilité de sanctions – si ces violations des droits des minorités ethnico-religieuses ne cessent pas immédiatement.

Jamal IKAZBAN
Conseiller communal
Chef de Groupe PS-SPA

Rachid Mahdaoui
Conseiller communal PS

37 votants : 32 votes positifs, 5 abstentions.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire adjoint,
(s) Gilbert Hildgen

Le Président du Conseil,
(s) Catherine Moureaux

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 03 septembre 2020

Pour le Secrétaire communal,
Le Fonctionnaire délégué,

Gilbert Hildgen

La Bourgmestre,

Catherine Moureaux





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Catherine Moureaux, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, *Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Adjunct-secretaris*.

Verontschuldigd

Danielle Evraud, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendael, Mohammed EL BOUZIDI, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Abdallah Kanfaoui, Rachid Ben Salah, *Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 31.08.20

#Onderwerp : Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heren Ikazban en Mahdaoui, Gemeenteraadsleden PS-SPA, om de daden van vervolging en ernstige aanvallen van China op de fysieke en morele integriteit van de Oeigoerse minderheid en andere religieuze minderheden, met name moslims, te veroordelen.#

Openbare zitting

Algemene organisatie

DE RAAD,

Gezien het feit dat de situatie van de Oeigoerse minderheid, voornamelijk moslim, in China dramatisch is,
Gezien het feit dat deze bevolking een van de 56 etnische groepen in het land vertegenwoordigt,
Gezien het feit dat de Oeigoeren iets minder dan de helft uitmaken van de 25 miljoen mensen die in Xinjiang wonen,

Gezien het feit dat de situatie van de Kazachen en andere overwegend islamitische volkeren in deze autonome regio in het noordwesten van China in dit verband even zorgwekkend is,

Gezien het feit dat mensenrechtenorganisaties China ervan beschuldigen ten minste een miljoen moslims in deze regio te hebben geïnterneerd in wat zij politieke heropvoedingskampen noemen,

Gezien het feit dat in 2019 uit documenten van de New York Times bleek dat deze kampen deel uitmaakten van een veel bredere campagne tegen Oeigoeren, Kazachen en andere mensen van het islamitische geloof,

Gezien het feit dat Peking dit cijfer ontket en spreekt over beroepsopleidingscentra om mensen te helpen bij het vinden van een baan en hen zo weg te houden van extremisme en terrorisme,

Gezien het feit dat Oeigoeren ook zouden worden onderworpen aan gedwongen sterilisatie en het oogsten van organen,

Gezien het feit dat de minister van Buitenlandse Zaken, de heer Philippe Goffin, op 7 juli jongstleden in het Comité van Afgevaardigden van de Kamer van Afgevaardigden heeft aangegeven dat België geassocieerd is met de landen die de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de mensenrechten, mevrouw M. Bachelet, om toegang tot Xinjiang hebben verzocht, en dat hij de situatie blijft volgen,

Gezien het feit dat de minister van Buitenlandse Zaken op bilateraal niveau op 14 juli 2020 het volgende heeft

aangegeven "België heeft ook vragen gesteld aan China over zijn voornemen om het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten of het Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing, het Internationaal Verdrag ter bescherming van alle personen tegen gedwongen verdwijning en het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof te ratificeren. Daarnaast heeft ons land vragen en aanbevelingen gedaan over transparantie met betrekking tot de doodstraf en het belang van het publiceren van statistieken, evenals over de situatie van etno-religieuze minderheden zoals de Oeigoeren. ”.

Hoewel deze resolutie uiteraard de standpunten van ons land binnen de Verenigde Naties en de Europese Unie toejuicht, is het desalniettemin belangrijk dat we, afgezien van de gedeelde opmerkingen, samen met de Chinese autoriteiten actie ondernemen om hen eraan te herinneren dat ons land niet kan aanvaarden dat de rechten van een minderheid met voeten worden getreden en dat bovendien de fysieke en psychische integriteit van de leden van die minderheid wordt geschorst,

Gezien het feit dat de Oeigoeren vandaag de dag een lijdend volk zijn waarvan - op basis van vele verslagen - kan worden gezegd dat ze worden vervolgd,

Aangezien deze situatie volstrekt onaanvaardbaar is, wordt met het onderhavige voorstel getracht een zo groot mogelijke steun te geven, ook van gekozen vertegenwoordigers en lokale ambtenaren, aan elk initiatief dat erop gericht is deze feiten aan de kaak te stellen en er een einde aan te maken,

We kunnen China er dus aan herinneren dat het zich niet op deze manier kan gedragen en dat het vooral een heel andere houding moet aannemen, in de eerste plaats omwille van het respect voor de menselijke waardigheid, maar ook omdat we collectief verantwoordelijk zijn voor de internationale bescherming van de mensenrechten,

De gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek,

- A. bezorgd over de bijzonder zorgwekkende situatie van de etno-religieuze minderheden in China, en met name die van de Oeigoeren
- B. gezien de antwoorden van de minister van Buitenlandse Zaken op de situatie van de Oeigoeren tijdens de vergadering van de Commissie buitenlandse zaken op 7 en 14 juli 2020
- C. gezien het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing van 10 december 1984, dat op 4 oktober 1988 door China is geratificeerd
- D. gezien de resolutie ter veroordeling van de voortdurende praktijk van gedwongen orgaanoogst in de Volksrepubliek China door gewetensgevangenen, met name Falun Gongbeoefenaars en Oeigoeren, die op 12 juni 2020 door de Senaat is aangenomen (doc. nr. 7-162/5)
- E. overwegende dat China het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing heeft geratificeerd, maar nog niet het Facultatief Protocol van 18 december 2002 bij dat Verdrag heeft geratificeerd, dat tot doel heeft een systeem van regelmatige bezoeken van onafhankelijke internationale en nationale organen aan plaatsen waar mensen van hun vrijheid worden beroofd in te stellen om foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestraffing te voorkomen
- F. overwegende dat België een niet-permanente zetel heeft in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties voor de periode 2019-2020
- G. eraan herinnerend dat de mensenrechten universeel en ondeelbaar zijn;
- H. Het feit dat de strijd tegen discriminatie in het algemeen en de eerbiediging van de mensenrechten, met inbegrip van de bescherming van minderheden, een van de prioriteiten van België op het internationale toneel is, verheugt ons,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het veroordelen van de misstanden die China heeft begaan tegen Oeigoeren en andere religieuze minderheden in China;

Artikel 2 :

De Belgische federale regering aan te sporen om in al haar bilaterale of multilaterale contacten ten volle gebruik

te maken van alle diplomatieke hefbomen om ervoor te zorgen dat de mensenrechten van de etno-religieuze minderheden in China, en in het bijzonder die van de Oeigoerse minderheid, worden geëerbiedigd en dat elke schending van hun rechten wordt veroordeeld;

Artikel 3 :

Roept de federale regering op om alle mogelijke schendingen van de rechten van etno-religieuze minderheden in China, en met name van de rechten van de Oeigoeren, in de krachtigst mogelijke bewoordingen te veroordelen;

Artikel 4 :

Verzoekt de federale regering zich te blijven inspannen om China ertoe te bewegen het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, het Facultatief Protocol bij het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of onterende behandeling of bestrafing, het Internationaal Verdrag inzake de bescherming van alle personen tegen gedwongen verdwijning en het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof te ratificeren;

Artikel 5 :

Verzoekt de federale regering haar steun te blijven verlenen aan een krachtig en eensgezind standpunt van de Europese Unie over de mensenrechtensituatie in China, met inbegrip van de rechten van etnisch-religieuze minderheden, de afschaffing van de doodstraf en de stopzetting van de gedwongen orgaanoogst;

Artikel 6 :

Roept de federale regering op om een leidende rol te blijven spelen in de initiatieven van de staten die China verzoeken om de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de mensenrechten zinvolle toegang tot Xinjiang te verlenen;

Artikel 7 :

Verzoekt de federale regering binnen de Europese Unie te pleiten voor krachtige maatregelen ten aanzien van de Chinese autoriteiten - met inbegrip van de mogelijkheid van sancties - indien deze schendingen van de rechten van etnisch-religieuze minderheden niet onmiddellijk worden beëindigd.

Jamal IKAZBAN
gemeenteraadslid
PS-SPA Groepsleider

Rachid Mahdaoui
Gemeenteraadslid PS

37 stemmers : 32 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Adjunct-secretaris,
(g) Gilbert Hildgen

De Voorzitter van de Raad,
(g) Catherine Moureaux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 07 september 2020

Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Ambtenaar,



Gilbert Hildgen

De Burgemeester,

Catherine Moureaux

